

# Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal



DOCUMENT  
DE CAPITALISATION



## SOMMAIRE

Introduction	5
I. Présentation du Programme	8
II. Activités réalisées	9
III. Résultats atteints : mesure des effets du programme	21
IV. Perspective post électorale pour renforcer la cohésion sociale et un processus politique apaisé	32
Conclusion et recommandations	39



## INTRODUCTION

Le processus politique sénégalais n'a pas toujours été un « long fleuve tranquille ». Une mise en perspective historique permet de constater sans ambages que des tensions politiques l'ont toujours jalonné même durant la période coloniale où l'administration coloniale organisait le vote des citoyens français vivant dans les quatre communes à savoir Dakar, Gorée, Rufisque et Saint Louis. Dans son ouvrage intitulé « Histoire politique et électoral du Sénégal – l'éternel recommencement de 1960 à 2020<sup>1</sup> », Babacar Fall rappelait que « *durant cette période des élections violentes ont opposé les partisans de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) de Lamine Gueye et ceux du Bloc démocratique sénégalais (BDS) de Léopold Sédar Senghor. Cette séquence politique est jalonnée de confrontations sanglantes qui ont disloqué des familles entières* ». L'auteur reviendra également sur d'autres événements durant la période post - indépendance qui marqueront le Sénégal du fait de violences dont le déterminant principal est l'accès au pouvoir. Le PRA Sénégal en pâtit considérablement, notamment dans la région d'origine d'un des leaders, le Professeur Assane Seck : Kagnobon en 1955, Marsassoum, Djibabouya, mais aussi dans de nombreux villages des départements de Bignona, de Kolda et de Vélingara entre 1960 et 1966.

Ces événements se produiront tout au long du processus politique sénégalais, selon l'intensité des compétitions électorales, selon le profil des compétiteurs politiques, selon les enjeux électoraux. La marche non autorisée du mouvement religieux *Moustarchidine Wal Moustarchidate* en 1996 sur les Allées du Centenaires causa ainsi six pertes en vies humaines du côté des forces de l'ordre. Il convient de noter que le Sénégal vivait des instants majeurs relativement à l'approfondissement de son processus de démocratisation qui renfermait des germes réelles de violences, suite à l'assassinat du Président du Conseil constitutionnel en 1994 consécutivement à de lourds contentieux post - électoraux. En effet, une opposition radicale portée entre autres par le Parti démocratique Sénégalais de l'opposant Abdoulaye Wade ainsi que les partis de gauche avec comme figures de proue Amath Dansokho, Abdoulaye Bathily, Landing Savané faisait face au Parti socialiste avec ses 35 ans de gestion du pouvoir, marquée par une usure, un essoufflement et une crise socio-économique corollaire des politiques d'ajustement structurel.

La séquence électorale de 1998 marquant une forte poussée de l'opposition au sein de l'Assemblée nationale constituera une accalmie annonçant l'alternance politique de 2000 qui surviendra sans violence électorale majeure. Plus tard, les manifestations du Mouvement du 23 Juin en 2011 dénonçant la dévolution monarchique ainsi que la 3<sup>ème</sup> candidature du Président Abdoulaye Wade en 2012 causeront une dizaine de morts.

Il convient de rappeler, qu'en sus de ces violences ouvertes, le Sénégal a traversé des moments de tension du fait de violences souvent symboliques et/ou latentes :

- le conflit au sommet de l'Etat en 1963 opposant le président de la République Léopold Sédar Senghor et le président du Conseil Mamadou Dia,
- la radiation de plusieurs centaines de policiers à cause d'une manifestation devant le ministère de l'Intérieur en 1987,
- les pressions de diverses natures perpétrées sous le régime socialiste par le ministre d'Etat tout puissant d'alors, Jean Collin,
- l'élection présidentielle de 1988 avec ses tensions,
- la grève des élèves et étudiants durant la même année, occasionnant une année blanche,

<sup>1</sup> Babacar Fall, *L'histoire politique et électoral du Sénégal – L'éternel recommencement de 1960 à 2020*, Dakar, Les Editions Abis, 2020, 247 pages

- la crise au sommet entre Abdoulaye Wade alors président de la République et son Premier ministre Idrissa Seck,
- le procès de Khalifa Sall et son limogeage de la mairie de Dakar
- etc.

sont autant d'événements qui sont le symbole de violences portées soit par l'Etat, soit par les acteurs politiques et quelquefois sociaux, qui renseignent sur une tradition de violences au Sénégal. Hormis quelques événements parmi ceux susmentionnés, la plupart des violences ont un lien direct ou indirect avec les périodes électorales, pré - électorales et post - électorales.

Plus récemment, entre mars 2021 et l'élection présidentielle 2024, le Sénégal a été en proie à des instants de tension extrême. En effet, durant cette période, certaines statistiques font état de quelques dizaines de morts, aucun chiffre officiel n'ayant été publié à ce propos. La particularité des tensions vécues entre 2021 et 2024 réside au fait qu'elles n'ont pas pour unique déterminant la question électorale. La cohésion sociale et la stabilité ont été mises à rude épreuve.

Ainsi, il est à mentionner des déterminants à explorer dans d'autres domaines. Les violences ont éprouvé beaucoup de ressorts sociaux jusque-là utilisés au Sénégal pour prévenir et gérer des conflits.

Le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (*West Africa Network for Peacebuilding - WANEP*) avec le soutien financier du Programme des Nations Unies pour le développement a ainsi proposé, en perspective de chercher des solutions face à ces violences, un programme intitulé « Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré électorale dans des régions à risque du Sénégal » en vue de trouver des réponses concertées tant au niveau communautaire qu'au niveau national afin de lutter efficacement contre les actes de violences pré électorales et électorales au Sénégal.

Le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix est une organisation sous-régionale d'avant-garde opérationnelle dans la construction de la paix. Il a été fondé en 1998 en réponse aux guerres civiles qui tourmentaient l'Afrique de l'Ouest dans les années 90. Au cours des années, WANEP a réussi à établir des réseaux nationaux forts dans les 15 États de l'espace CEDEAO, regroupant aujourd'hui plus de 700 organisations-membres à travers la sous-région.

WANEP accorde une attention spéciale aux approches concertées de la prévention des conflits et de la construction de la paix, et cherche à œuvrer main dans la main avec divers acteurs de la société civile, des gouvernements, des entités intergouvernementales, des groupes de femmes et autres partenaires pour créer une plateforme pour le dialogue, le partage d'expériences et l'apprentissage, parachevant de ce fait, les efforts visant à assurer une paix et un développement durables en Afrique de l'Ouest et au-delà.

WANEP met à la disposition des gouvernements, des entreprises et des praticiens, des formations professionnelles sur la prévention des conflits et la construction de la paix, formations qui se fondent sur plusieurs années d'expériences pratiques dans toute la sous-région et au-delà. A la base de son travail se trouvent un engagement au professionnalisme et un dévouement à un monde fait de respect mutuel, de tolérance et de paix.

Au Sénégal, WANEP a été créé en octobre 2003 par une vingtaine d'organisations de la société civile sénégalaise, réparties dans six (06) régions (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Dakar, Thiès) et avait son siège à Ziguinchor, au cœur du conflit casamançais. Depuis février 2014 WANEP-Sénégal a transféré son siège à Dakar et regroupe une trentaine d'organisations dans sept (07) régions : Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Dakar, Thiès et Louga. Cependant, WANEP-Sénégal est avant tout une structure nationale avec des organisations membres et des activités à portée nationale voire sous régionale.

Ce document fait le point des activités réalisées dans le cadre du programme Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal. En outre, il offre l'opportunité aux bénéficiaires ainsi qu'aux cibles ayant été directement impliquées dans la mise en œuvre des activités, de se soumettre à un exercice d'évaluation afin d'apprécier les effets, la pertinence et l'efficacité des activités ainsi réalisées. Par ailleurs, profitant de l'opportunité de l'évaluation des activités du programme, il a été procédé à l'appréhension des perspectives, afin de se projeter sur les prochaines périodes relativement aux attentes des cibles et bénéficiaires, leurs priorités, leurs aspirations, etc.

# I. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

## Rappel des objectifs du Programme

L'objectif de ce programme a été de contribuer à la paix et à la cohésion sociale par la promotion du dialogue et des activités de sensibilisation contre la violence politique.

De manière spécifique, le programme a ambitionné de renforcer les cadres de dialogue ouverts de niveau intermédiaire ou communautaire sur des conséquences de la crise et des solutions concertées pour une sortie durable de crise.

## Pertinence du choix des localités

Ce programme a ainsi ciblé les régions de :

- Dakar : Keur Massar, Pikine, Guédiawaye, Grand Yoff, Gueule Tapée, Fass, Colobane
- Ziguinchor : Bignona, Ziguinchor
- Saint Louis : Saint Louis, Richard Toll

Le choix de ces localités n'est point fortuit, deux d'entre elles constituant l'épicentre des violences entre 2021 et 2024, à savoir Dakar et Ziguinchor. En effet, à travers les régions de Dakar, Ziguinchor et Saint-Louis, l'on peut dénombrer au moins sept localités ayant été fortement marquées par d'inquiétantes scènes de violences avec les jeunes comme acteurs et victimes majoritaires. Ces localités figurent parmi celles ayant une densité élevée de population avec beaucoup de jeunes en situation de chômage. C'est pourquoi, même si ces violences sont politiquement motivées, elles sont aussi, dans une certaine mesure, l'expression de frustrations générées par des inégalités économiques inhibant les rêves de mobilité sociale. C'est aussi le signe d'une dégradation de la confiance sociale surtout la confiance des jeunes à l'égard des acteurs et institutions politiques. C'est l'exemple de la commune de Richard-Toll où l'intensité des violences a surpris plus d'un, mais pourrait s'expliquer par les frustrations des jeunes face à la gouvernance décriée de la Compagnie sucrière sénégalaise. Même si le Sénégal jouit d'une bonne qualité d'interactions sociales entre les communautés et les individus, l'intensité répétitive des affrontements et l'ampleur des conséquences (morts, blessés, arrestations, fermeture d'établissement scolaires et universitaires, dégâts) dans la région de Ziguinchor pourraient renforcer ce sentiment de discrimination et d'injustice longtemps exprimé par des populations du sud. Une région impliquée dans le conflit de la Casamance où le gouvernement sénégalais tente, depuis 1982, de désarmer le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). La situation justifie, entre autres, la nécessité de renforcer le dialogue inter et intracommunautaires pour le raffermissement des liens communautaires et la lutte contre la discrimination et la stigmatisation. Elle appelle aussi l'éducation et la sensibilisation du public à la responsabilité individuelle, à la consommation responsable des médias et à l'autorégulations des réseaux sociaux.

## II. ACTIVITÉS RÉALISÉES

### Forum Multi-Acteurs pour la création d'un climat favorable au dialogue entre les acteurs politiques

Le Forum multi - acteurs organisé les 30 et 31 janvier 2024 visait à créer un cadre de dialogue ouvert de niveau intermédiaire ou communautaire sur les conséquences de la crise pré – électorale et les solutions concertées pour une sortie de crise durable.

Les objectifs spécifiques ont été les suivants :

- Amener les acteurs clefs du processus électoral au Sénégal à identifier les déclencheurs de violence en perspective de la formulation de stratégies de sortie de crise ;
- Échanger sur les approches et stratégies pour éviter l'escalade de conflits électoraux.

Cette rencontre a enregistré la présence de plusieurs parties prenantes qui interviennent dans le processus électoral.

Les thématiques suivantes ont été évoquées :

- Présentation du processus électoral sénégalais et de ses spécificités
- Analyse des enjeux et des facteurs de violence dans le contexte électoral sénégalais.

La trajectoire électorale du Sénégal et ses soubresauts sont à lire à l'aune de la gravité des enjeux qui entourent le scrutin en vue avec des risques réels de violence électorale. Parmi ces risques de violence électorale, on peut citer :

- La 3<sup>ème</sup> alternance politique convoitée par l'opposition alors que le régime cherche à conserver le pouvoir. La détermination des acteurs poursuivant de tels intérêts jugés contradictoires continuera d'influer sur le contexte politique et électoral en perspective de l'élection présidentielle
- La réduction de la période de révision exceptionnelle des listes électorales qui n'a été que de trois semaines (06 avril au 02 mai 2023) si on prend en compte les jours non ouvrables, comparativement à la révision exceptionnelle en perspective de l'élection présidentielle de 2019 qui s'étalait sur une durée de 2 mois (1<sup>er</sup> mars – 30 avril 2018) ;
- La rupture de la démarche inclusive et consensuelle de la modification de la loi électorale depuis 1992 ;
- Les multiples arrestations et emprisonnements d'hommes politiques, militants de partis, journalistes et activistes depuis février 2021 ;
- Les interdictions de rassemblements de l'opposition et de la société civile.

Enfin il est noté un défaut de confiance des acteurs politiques à l'égard de l'institution judiciaire dont les décisions font l'objet de rejet, ce qui pourrait impacter négativement la crédibilité du processus électoral, remettre en question la légitimité des futurs élus mais surtout exacerber la nature conflictogène de l'élection présidentielle 2024.

S'agissant des enjeux et de l'identification des facteurs de violence, il a été noté que le contexte pré – électoral sénégalais est marqué par une forte polarisation du jeu politique avec des tensions réelles ainsi que des interrogations sur la régularité du processus électoral. Par ailleurs, la question de la transparence est au cœur des débats, alors que des doutes subsistent sur la fiabilité du processus électoral. Ainsi, le contexte pré – électoral est marqué par une atmosphère de tension

qui va crescendo et dont les principales parties prenantes sont les compétiteurs politiques. A cet effet, les points de vulnérabilité à surveiller sont les suivants :

- Les différentes affaires judiciaires en cours (Affaire Karim Wade, Plainte de corruption contre les juges du Conseil constitutionnel Cheikh Tidiane Coulibaly et Cheikh Ndiaye, Affaire Bassirou Diomaye Faye, etc.) ;
- Les caravanes durant la campagne et les risques de télescopages possibles entre eux ;
- Les manquements de la CENA dans sa communication ainsi que dans son rôle de supervision des élections et son pouvoir d'injonction et de substitution tel que stipulé par l'article 11 du Code électoral, malgré l'injonction faite au ministère de l'Intérieur notamment pour ce qui s'agit de la gestion du fichier électoral et plus précisément de la réintégration de Ousmane Sonko dans le fichier électoral; en effet, face à la résistance de l'administration électorale, la suite logique était que la CENA exerçât son pouvoir de substitution. Ce qu'elle n'a pas fait, ceci reste un manquement.
- Le choc des ambitions dans les grandes coalitions de *Benno Bokk Yaakaar* et de *Yewwi Askan Wi* ;
- Le brouillage du débat national par des prises de position clivantes de certains acteurs politiques autour des candidats recalés ;

Les discussions, à la suite des différentes présentations ont porté sur les facteurs qui ont impacté le processus électoral, notamment les problèmes liés au fichier électoral, au parrainage, à la disponibilité et à la fiabilité de la carte électorale, à la rupture de confiance entre les acteurs, à la non application des décisions de justice et les violations de plusieurs dispositions du Code électoral par l'administration électorale. Dans le même sillage, les participants ont exprimé leurs préoccupations par rapport à la dégradation du climat socio-politique auquel il urge de trouver des solutions pour la stabilité du pays. En outre, il a été rappelé que la synergie des organisations de la société civile est cruciale pour la promotion de la démocratie, de la transparence et de l'intégrité électorale. En effet, les différents acteurs de la société civile doivent collaborer et coordonner leurs efforts pour influencer positivement le processus électoral.

Les travaux de groupe sont par la suite organisés avec des termes de référence précis relativement aux rôles des différentes parties prenantes au processus électoral notamment les médias, les acteurs politiques, la société civile, la communauté internationale, les jeunes et la diaspora en vue d'une élection apaisée au Sénégal. Les propositions suivantes seront formulées :

- Les médias doivent assurer une couverture équilibrée et objective des campagnes électorales, en évitant la diffusion de fausses informations et en promouvant le débat démocratique ;
- Les acteurs politiques doivent faire preuve de responsabilité en respectant les règles du jeu démocratique et en garantissant des élections libres et transparentes ;
- La société civile a un rôle crucial à jouer en surveillant le processus électoral, en sensibilisant les citoyens sur l'importance de leur participation et en veillant au respect des droits humains ;
- La communauté internationale doit soutenir le processus électoral en fournissant une supervision impartiale et en offrant une assistance technique aux autorités électorales ;
- Les jeunes ont un rôle essentiel à jouer en se mobilisant et en participant activement au processus électoral, en exprimant leurs opinions et en défendant leurs droits ;
- La diaspora sénégalaise peut contribuer en apportant un soutien financier et logistique, en encourageant la participation citoyenne et en servant de relais entre le Sénégal et les

communautés à l'étranger ;

- En synergie, ces différents acteurs peuvent contribuer à garantir des élections apaisées au Sénégal, renforçant ainsi la démocratie et consolidant la stabilité du pays.

La seconde séquence du Forum s'est structurée en deux temps principaux :

- Dialogue et stratégies de dialogue : l'accent est mis sur l'importance du dialogue dans le contexte pré – électoral, car permettant aux différents acteurs du processus électoral de s'exprimer et de partager leurs points de vue de manière constructive. Par ailleurs, il a été retenu que les acteurs doivent toujours prôner le dialogue car cela contribue à créer un environnement politique plus ouvert, inclusif et démocratique, ce qui est essentiel pour assurer une élection présidentielle apaisée, libre et équitable. Dans le même ordre d'idées, pour un processus apaisé, les stratégies de dialogue que les parties prenantes doivent aborder telles que l'écoute active, l'ouverture d'esprit, la patience sont essentielles pour la résolution des conflits et la construction de relations solides. Enfin, il convient de reconnaître que la confiance, la transparence et le dialogue font partie des éléments clefs dans la prévention des conflits électoraux.
- Techniques de plaidoyer et identification de leviers de gestion des conflits : le plaidoyer est crucial durant la période en cours marquée par des tensions car étant très utile pour apaiser le climat politique. Il est donc essentiel d'aller à la rencontre de tous les acteurs impliqués dans le processus électoral, les amener à signer une charte citoyenne pour une période pré – électorale apaisée et faire comprendre aux parties prenantes que la paix doit prévaloir.

Les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit des différents acteurs :

### Aux acteurs institutionnels

- Garantir que le processus électoral se déroule de manière transparente et impartiale afin de renforcer la confiance des parties prenantes ;
- Veiller à ce que le processus électoral se déroule dans un climat de sécurité en adoptant des mesures préventives pour éviter tout risque de violences ;
- Encourager la participation citoyenne, en favorisant l'éducation civique et en facilitant l'accès des citoyens à l'information sur les enjeux électoraux ;
- Faciliter le dialogue et favoriser la concertation pour trouver des solutions aux problèmes qui peuvent subvenir pendant le processus électoral

### Aux acteurs des médias

- Observer les règles d'éthique et de déontologie tout en assurant davantage l'indépendance et l'impartialité dans la couverture du processus électoral ;
- Privilégier la diffusion d'informations justes et vraies ;
- S'abstenir de diffuser des discours haineux et des images violentes ;
- Faire le plaidoyer auprès du ministre de l'Intérieur pour une implication des professionnels des médias durant la période électorale ;
- Permettre aux journalistes d'accéder à l'information par rapport à l'acheminement du matériel électoral dans les régions, installation et aménagement des bureaux de vote ;
- Mener un plaidoyer pour une meilleure protection des journalistes par les forces de sécurité pendant la campagne jusqu'au jour du vote ;

- Mener un plaidoyer pour un débat télévisé entre les candidats pour permettre aux populations de s'imprégner de leur programme.

### A la société civile

- Mener des campagnes de sensibilisation auprès des populations pour une élection présidentielle calme et apaisée à travers des émissions (radios, télés) ;
- Mettre en place des plateformes qui peuvent rassembler tous les acteurs de la société civile pour mener des actions communes (cadre de concertation) ;
- Poursuivre les programmes d'éducation civique pour améliorer la participation des citoyens aux processus électoraux ;
- Faire un plaidoyer envers l'Etat pour la neutralité et l'impartialité de l'administration pour l'organisation d'une élection libre et transparente (ouverture des bureaux de vote à temps et disponibilité des bulletins des candidats) ;
- Inciter les acteurs à privilégier les débats d'idées et éviter tout discours haineux (tribunes citoyennes) ;
- Sensibiliser les jeunes à ne pas utiliser les réseaux sociaux pour des insultes et dénigrement.

### Aux jeunes

- Sensibiliser les jeunes sur les conséquences de la violence ;
- Sensibiliser massivement les jeunes sur le processus électoral ;
- Vulgariser l'éducation civique et électorale notamment sur l'importance du vote ;
- Mener des campagnes digitales de sensibilisation avec le slogan «Douma Taal, Douma Yaak» en langues locales durant toute la campagne électorale ;
- Faire des émissions radiophoniques « Expression libre » 3 fois par semaine avec des appels téléphoniques pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur le processus électoral ;
- Organiser des tournois de football entre les jeunes, les forces de sécurité, les acteurs politiques pendant la première semaine de la campagne électorale ;
- Organiser des caravanes avec les jeunes, les acteurs politiques, les OSC où chacun porte les couleurs de son parti en vue de transmettre un communiqué devant les Q.G avec comme message « Nous sommes tous unis ».

## Dialogues communautaires pour la promotion d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de la violence pré-électorale

Le Sénégal est un pays connu pour sa stabilité politique et ses transitions démocratiques pacifiques. Cependant, lors des périodes préélectorales, des tensions politiques peuvent émerger, augmentant ainsi les risques d'escalade de la violence préélectorale. En effet, la période préélectorale, souvent marquée par des tensions politiques, des rivalités partisans, de la désinformation médiatique et des conflits d'intérêt, conduit à une montée de la violence qui peut compromettre le processus démocratique et mettre en péril la sécurité humaine, la cohésion sociale, la paix. Certaines régions sont particulièrement exposées à ces risques, nécessitant une attention particulière et des mesures préventives. Parmi ces dernières, nous pouvons citer les localités de Dakar, Ziguinchor, Bignona, Saint-Louis, Richard-Toll qui ont été fortement marquées par d'inquiétantes scènes de violences avec les jeunes comme acteurs et victimes majoritaires. Ces incidents ont débuté à la suite de la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko dans l'affaire Sweet Beauty, en juin 2023.

En outre, ces manifestations étaient liées aussi à des préoccupations plus larges concernant la gouvernance, la restriction des libertés, l'instrumentalisation de la justice, l'expression de frustration générées par les inégalités socio-économiques. Au moins seize personnes (16) personnes ont été tuées, trois-cent-cinquante (350) blessés et plus de cinq-cents (500) arrestations lors des trois (3) jours de manifestations<sup>2</sup>. Par ailleurs, le Sénégal, étant considéré depuis plusieurs décennies comme une nation démocratique, plusieurs acteurs reconnaissent l'importance du dialogue politique pour que le pays retrouve sa stabilité socio-politique, le développement et la consolidation de la démocratie. Néanmoins, malgré les progrès réalisés, des défis persistent, notamment la polarisation politique, les tensions et les désaccords entre les acteurs politiques.

La promotion du dialogue est donc essentielle pour prévenir la violence préélectorale. En encourageant le dialogue, en renforçant la participation de la société civile et en sensibilisant les citoyens, il est possible de favoriser un processus électoral pacifique, inclusif et démocratique. Cette approche demande une collaboration étroite entre les acteurs politiques, la société civile, les médias, les citoyens et les institutions compétentes pour assurer la stabilité et la paix pendant les périodes préélectorales. Ainsi, afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle, de promouvoir la coopération et renforcer la confiance entre les acteurs politiques, il est essentiel d'organiser des rencontres inter et intra-communautaires dans les zones les plus touchées par ces violences.

Ces rencontres sont conçues pour encourager la participation active, l'idée et la recherche de solutions communes afin de renforcer la stabilité politique et le développement démocratique du pays.

De ce fait, à la suite des rencontres inter et/ou intracommunautaires dans chacune des localités ciblées, il sera organisé au moins une émission radiodiffusée ou télévisée pour permettre à des représentants de partager les résultats et recommandations des consultations. L'objectif est de se servir des médias communautaires pour contribuer à désarmer les esprits et mobiliser les acteurs autour des réponses concertées retenues.

### Objectif général

L'objectif des dialogues communautaires est de créer un environnement favorable au dialogue entre les différentes parties prenantes, en favorisant les échanges d'idées sur les conséquences de la crise, la recherche de solutions communes et la promotion de valeurs démocratiques.

2 <https://fr.africanews.com/2023/06/05/senegal-au-moins-500-arrestations-apres-les-troubles-a-dakar/>

## Objectifs spécifiques

- Créer des espaces de dialogue permettant aux acteurs politiques de mieux se comprendre et appréhender les préoccupations et les perspectives des autres parties prenantes.
- Établir un climat de confiance et de respect mutuel entre les acteurs politiques, en favorisant des échanges constructifs et en encourageant le respect des règles démocratiques et des principes de bonne gouvernance.
- Identifier les obstacles qui entravent le dialogue politique au Sénégal et proposer des mesures concrètes pour créer un environnement favorable à des interactions politiques pacifiques et productives.

## Résultats attendus

Les résultats attendus de ces dialogues ont été les suivants :

- Un dialogue politique renforcé : les rencontres devraient permettre d'établir un dialogue régulier et constructif entre les acteurs politiques, favorisant ainsi la résolution pacifique des différends et la recherche de solutions communes.
- Des recommandations concrètes : les participants devraient formuler des recommandations pratiques pour améliorer l'environnement politique et renforcer les mécanismes de dialogue au Sénégal.
- Un engagement envers la démocratie : les acteurs politiques devraient manifester leur engagement en faveur de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des principes fondamentaux des droits de l'homme.

## Méthodologie

La méthodologie qui a été utilisée lors de ces dialogues a été, au début, une séance interactive sur les questions électorales, de paix et de démocratie, ensuite des travaux de groupe sur quatre questions concernant les causes de la violence électorale ainsi que les solutions et recommandations pour une élection présidentielle apaisée.

### Déroulement des dialogues :

La majorité des dialogues a débuté à 10h avec les mots de bienvenue de l'autorité ou de son représentant. S'en suivait, le mot d'un représentant de WANEP<sup>3</sup> pour faire une brève présentation du projet et de ses objectifs. Il y'avait aussi des formulations de prières d'un Imam ou d'un représentant de l'église avant de débiter les réflexions sur les voies et moyens pour réduire les violences en période électorale au sein des différentes localités cibles.

Après un tour de table pour la présentation et le recueil des attentes des participants, le facilitateur de chaque dialogue faisait un rappel des objectifs de la rencontre tout en appelant à plus de responsabilité et de citoyenneté pour mieux préserver le vivre ensemble.

Pour mieux cerner les discussions, les facilitateurs ont aussi recueilli les avis des participants sur les notions de démocratie, de paix et d'élection<sup>4</sup>.

Ci-dessous le résumé de réponses apportées par l'assemblée.

### La démocratie comme :

- La souveraineté au peuple ;

<sup>3</sup> WANEP a toujours travaillé pour la promotion de la paix surtout en période électorale

<sup>4</sup> Dans chaque localité, les facilitateurs choisissent la notion à définir par les participants

- Le respect des règles pour le bon fonctionnement de la société ;
- La participation inclusive des citoyennes ;
- Le respect des droits et libertés des individus ;
- Le renforcement de la justice sociale sans discrimination aucune ;
- Le respect de l'état de droit et des pratiques de bonne gouvernance ;
- Le vivre ensemble dans l'acceptation des opinions divergentes ;
- Le respect des règles établies.

**La paix** comme :

- Un idéal pour vivre ;
- La base de tout épanouissement ;
- Le vivre ensemble dans la quiétude et le respect.

**Elections** comme :

- Une fête de la démocratie ;
- Le moment d'expression des citoyens ;
- La désignation libre et individuelle d'un dirigeant ;
  - Souveraineté du peuple.

A la suite de cet exercice, des groupes (trois à six groupes) étaient constitués pour permettre aux participants de s'exprimer avec plus d'aisance afin de répondre aux questions suivantes :

- **Quelles sont les conditions d'une élection apaisée et démocratique au Sénégal ?**
- **Quels sont les facteurs de violence en période électorale (zone cible) ?**
  - **Quels sont les mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits électoraux dans la localité ciblée ?**

Des travaux de groupe, les réponses suivantes ont été rapportées :

### Question 1 : Conditions d'une élection apaisée et démocratique au Sénégal ?

Pour cette question, les participants ont listé certaines conditions à savoir :

- Définir les conditions claires de participation et d'éligibilité des candidats (le système de parrainage) à l'élection et que ces conditions soient acceptées par tous les acteurs ; clarification des conditions;
- Veiller strictement au respect des dispositions du code électoral et de la constitution ;
- Augmenter le temps de révision du fichier électoral ;
- Permettre la participation de tous ceux qui remplissent les conditions ;
- Disposer d'un fichier électoral fiable et accessible à tous les candidats ;
- Se concerter et partager sur le fichier électoral afin que tous les candidats soient au même niveau d'information ;
- Respecter le calendrier électoral ;
- Définir les itinéraires de caravane pour éviter leur rencontre sur le terrain ;
- Instaurer un dialogue permanent, sincère, franc, entre les différentes parties prenantes (pouvoir comme opposition, société civile entre autres) ;
- Libérer les candidats emprisonnés pour leur permettre de participer à la campagne ;
- Renforcer la fiabilité des institutions pour restaurer la confiance de tous les acteurs ;
- Veiller à la transparence du processus électoral en impliquant tous les acteurs ;
- Respecter le processus électoral en restaurant l'impartialité de l'administration, des acteurs de la société civile, de la presse et des communicateurs traditionnels ;
- Régler les problèmes administratifs pour le retrait des cartes d'identité dans les collectivités territoriales en installant des comités ad hoc de retrait des cartes ;
- Traiter de façon équitable les temps d'antenne de tous les candidats ;
- Promouvoir la déontologie et l'éthique politique ;
- Organiser des sensibilisations dans les quartiers et dans la presse pour des élections sans violence ;
- Mettre en place des cadres de concertation pour apaiser les tensions au niveau communautaire ;
- Renforcer l'éducation et l'information citoyenne sur le processus électoral ;
- Sensibiliser les candidats pour un comportement responsable afin de servir de modèle aux militants ;
- Éviter la corruption (achat de conscience) et laisser chacun faire son propre choix ;
- Renforcer la surveillance les zones à hauts risques ;
- Respect et acceptation des résultats du scrutin ;
- Privilégier le dialogue multi-acteurs tout au long du processus;

## Question 2 : Facteurs de violence en période électorale ?

Pour les participants, les facteurs de violence en période électorale sont :

- Les discours de haines, provocateurs et les attaques personnelles ;
- La presse partisane et les réseaux sociaux incontrôlables (culture de la violence dans les panels WhatsApp) ;
- L'absence de communication basée sur les programmes ;
- L'absence de calendrier pour la programmation des activités des différents candidats ;
- Les guerres de positionnement dans les partis politiques ;
- L'absence ou manquement d'impartialité de l'administration dans l'organisation des élections
- Le non-respect des dispositions du code électoral ;
- Le manque d'information sur des changements des lieux vote aux électeurs ;
- Les manquements dans la mise en place du matériel électoral dans les lieux de vote;
- La présence de certains leaders sur les lieux de vote sous prétexte de sécurisation des votes et le regroupement des militants au sein des centres de votes pour accueillir les leaders ;
- Les achats de conscience et la corruption électorale ;
- Le recrutement des gros bras et des nervis par certains candidats ;
- La rencontre des caravanes lors de la campagne (pouvoir-opposition) ;
- L'intimidation des adversaires, des électeurs ou des agents électoraux ;
- Le manque de formation ou d'informations de certains agents électoraux ;
- La non-implication des acteurs communautaires dans le dispositif électoral ;
- La désinformation et la manipulation de l'information par la presse ;
- Le manque d'information et de culture citoyenne électorale de la majorité des populations.
- La mauvaise gestion des fonds politiques, la pauvreté et la frustration de la jeunesse ;

### Question 3 : Mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits électoraux dans leur localité ?

Les participants ont proposé quelques mécanismes communautaires de prévention des conflits qu'ils utilisent souvent :

- Faire des sensibilisations dans les mosquées, les églises pour une élection apaisée ;
- Sensibiliser les parents, les organisations de femmes, les conseils de quartiers, les « ndéyou dara », « badienou gokh », les porteurs de voix (imams, clergé, communicateurs traditionnels), sur le maintien de la paix ;
- Former des militants sur la culture de la paix et la non-violence ;
- Inviter les jeunes à la prise de conscience et au changement de comportement ;
- Impliquer la société civile dans la formation, la veille et l'alerte concernant le processus électoral et la recherche de paix ;
- Tenir des émissions thématiques et interactives sur des élections apaisées avec les militants de la paix en diffusant des messages de paix à travers les émissions suivies par les jeunes, les femmes, avec une forte audience ;
- Mise en place d'un cadre d'information et de partage pour aider les électeurs à exercer leur droit ;
- Organisation de thé-débats, conférences religieuses, activités culturelles pour une élection apaisée ;
- Faire participer toutes les couches de la société aux dialogues pour une sortie de crise ;
- Inclure des comités de médiation locaux, des forums de dialogue intercommunautaire, des initiatives de sensibilisation et d'éducation civique.

## Recommandations

Lors des travaux, les différents groupes avaient formulé des recommandations pour une élection inclusive, paisible, transparente et crédible. Ci-après la liste des recommandations formulées pour les différentes parties prenantes :

### À la société civile et aux leaders communautaires et religieux de :

- Mettre en place des dispositifs communautaires de veille et d'alerte électoraux dans les quartiers réputés violents ;
- Favoriser une communication digitale pour atteindre les jeunes afin de les sensibiliser à travers une communication de masse ;
- Inciter les leaders à tenir des discours apaisants, responsables, qui appellent à la paix
- Élaborer et faire appliquer une Charte de non-violence pour les leaders politiques ;
- Faire des sermons pour un Sénégal de paix lors des prières de vendredi (mosquées) et du dimanche (églises) ;
- Sensibiliser les acteurs de la presse et les FDS sur leurs rôles et responsabilités dans l'apaisement des tensions électorales ;
- Sensibiliser les chefs religieux et les imams pour la garde des enfants talibés lors de la campagne et le jour de l'élection ;
- Sensibiliser les parents pour la garde des enfants lors de la campagne et le jour de l'élection.

### Aux acteurs des médias de/d' :

- Éviter la propagande de certains candidats et la désinformation à travers la presse ;
- Organiser des émissions de sensibilisation avec les communautés en faisant des spots de sensibilisation pour l'apaisement post-électorale ;
- Revoir les revues de presse qui peuvent causer la violence
- Organiser des débats structurés.

### Aux acteurs étatiques, institutionnels et administratives de :

- Respecter les textes (juridiques), garantir un cadre juridique et légal pour l'intégrité du processus électoral ;
- Renforcer le dispositif de distribution des cartes d'électeurs ; Inscription automatique dans le fichier dès l'âge de 18 ans ;
- Renforcer l'impartialité du système judiciaire en cas de contestation par une ou plusieurs parties.

### Aux candidats et partis politiques de :

- S'engager à participer de manière pacifique au processus électoral, à respecter les différences d'opinion et à rejeter toutes formes de violence ;
- De sensibiliser leurs militants sur la non-violence ;

- Signer et appliquer la Charte de non-violence ;
- Éviter les discours de haine et de violence lors de la campagne ;
- Arrêter l'instrumentalisation de la jeunesse et l'utilisation des nervis ;
- Arrêter les achats de consciences et d'éviter les regroupements dans les centres de vote.

#### **Aux forces de défense et de sécurité**

- Éviter la répression et favoriser le dialogue lors de la campagne ainsi que dans les centres et dans les bureaux le jour du scrutin ;
- Connaître leur rôle et responsabilité dans la gestion des tensions /et des manifestations ;  
Respecter les droits humains et la dignité des personnes.

Tout compte fait, dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet de **promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence préélectorale dans les régions à risque du Sénégal**, neuf (9) dialogues communautaires ont été organisés à savoir à Guédiawaye, Pikine, Keur-Massar, Grand-Yoff, Fass-Colobane-Gueule-tapée, Ziguinchor, Bignona, Saint-Louis et Richard-Toll durant la période du 17 janvier au 16 Mars 2024. À l'issue de ces moments d'échange ayant regroupé les acteurs de la société civile, politiques, communautaires, religieux et des médias, des émissions radios ont été également organisées en vue de sensibiliser un large public sur la violence électorale en plus de communiquer les résultats dudit dialogue.

En effet, lors de ces rencontres, les participants ont soulevé l'importance du dialogue au sein de leurs communautés et s'engagent à démultiplier ce type d'activité en vue d'une élection libre transparente et sans violence. Ils ont apprécié l'initiative et l'importance de ces activités d'échange et ont félicité également WANEP et ses partenaires pour ce projet de promotion de la paix.

### III. RÉSULTATS ATTEINTS : MESURE DES EFFETS DU PROGRAMME

Pour une bonne appréhension des résultats de ce programme, une enquête rigoureuse et scientifique a été menée, permettant ainsi de générer des données quantitatives à partir desquelles données, une analyse qualitative faite a ainsi permis de mesurer les effets du programme, d'aborder les différents sujets évoqués dans le cadre de la mise en œuvre du programme, de recueillir l'avis des cibles du point de vue de la pertinence de l'approche, de l'intérêt des points abordés, etc.

Cette enquête a fait l'objet d'une approche méthodologique claire, déclinée ci-dessous.

#### Approche méthodologique

- Élaboration des questionnaires
- Élaboration d'un plan de déploiement des enquêteurs
- Recrutement des enquêteurs
- Conception de la plateforme technique
- Formation des enquêteurs
- Collecte des données
- Traitement des données
- Analyse des données

#### Plan de déploiement

Le déploiement des enquêteurs a suivi les contours des zones de mise en œuvre du programme :

- 3 régions : Dakar, Saint Louis, Ziguinchor
- 11 départements : Dakar, Ziguinchor, Keur Massar, Dagana, Guédiawaye, Bignona, Saint-Louis, Pikine, Podor, Oussouye, Rufisque

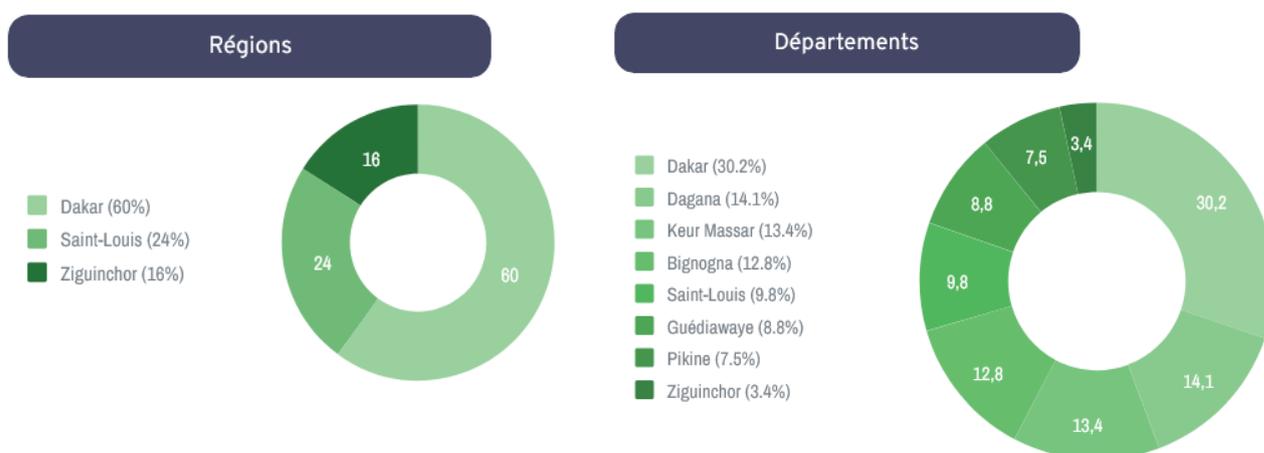
#### Enquêteurs

18 enquêteurs ont été recrutés au niveau local dans les zones de mise en œuvre. Par ailleurs, le choix des enquêteurs a été motivé par leur implication dans le programme durant les dialogues communautaires, ce qui présente le double avantage d'une bonne maîtrise et d'une bonne connaissance des localités, mais également une identification efficace des cibles et bénéficiaires à enquêter.

#### Informations générales

- 2 formulaires distincts ont été préparés :
  - 1 Formulaire «**Dialogue communautaire**» : Impacts et attentes des acteurs par rapport au dialogue communautaire qui a exclusivement ciblé les participants aux dialogues communautaires

- 1 Formulaire «*Perspectives post électorales* » : Perception des citoyens sur la situation actuelle et attentes en perspective des futures étapes du processus politique qui a une cible plus large, intégrant : les citoyens, les jeunes, les OSCs, les OCBs, les chefferies, les commerçants, le capital social présent au niveau local, les femmes, les élus locaux, les acteurs politiques, etc.
- Collecte en ligne en online/offline
- Durée de la collecte : 04 jours
- Formulaire Dialogues communautaires : 305 enregistrements
- Formulaire Perspectives post électorales : 1.550 enregistrements

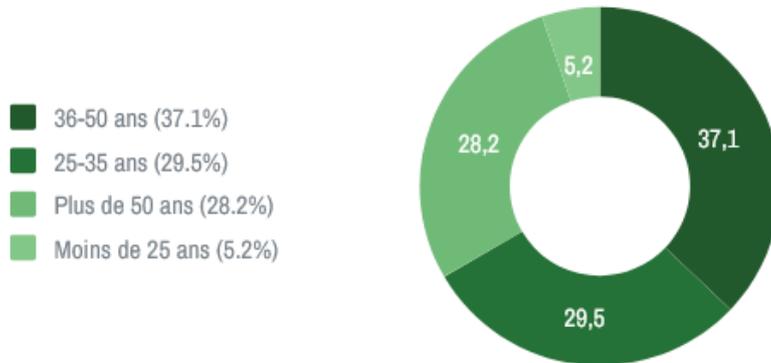


## Analyse des données de l'enquête

Les personnes enquêtées pour mesurer les résultats du Programme, notamment s'agissant des sessions de dialogues communautaires organisées se répartissent comme déclinés ci-dessus dans le graphique. La région de Dakar, intégrant les départements de Dakar, Pikine, Keur Massar, Rufisque et Guédiawaye a enregistré le plus grand nombre de personnes ayant pris part aux sessions de dialogues communautaires. Suivent respectivement Saint Louis et Ziguinchor. Pour rappel, cette enquête a ciblé exclusivement les participants aux sessions de dialogue communautaire, ceci pour recueillir leurs avis sur la pertinence de l'approche, sur les effets des dialogues communautaires notamment concernant le climat pré-électoral et électoral, sur les initiatives entreprises ainsi que les parties prenantes, le cas échéant.

Le bassin électoral que constitue la région de Dakar, mais également la forte démographie de la capitale expliquent aisément l'implication d'un grand nombre d'acteurs durant les sessions de dialogue communautaire à Dakar.

### Tranches d'âge



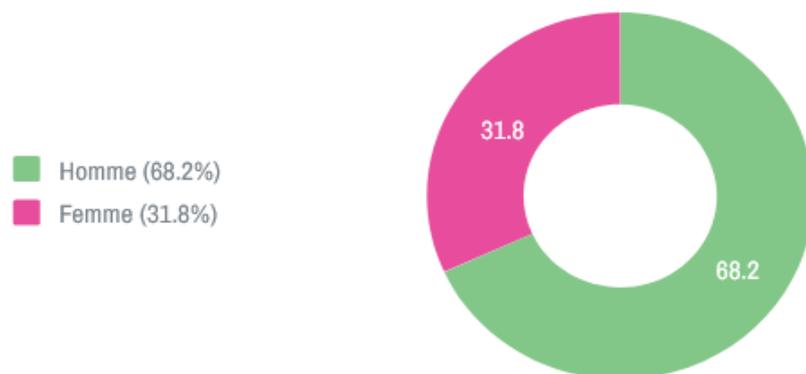
Le ciblage fait par la coordination du programme semble pertinent car ayant réussi à impliquer toutes les tranches d'âge de manière relativement équilibrée. Même si l'on sait que la population sénégalaise est de plus en plus jeune, si l'on se réfère aux données récentes de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie suite au Recensement général de la population et de l'habitat, il convient de reconnaître que les autres tranches d'âge, notamment ceux ayant entre 36 et 50 ans ont

été très largement impliqués ainsi que ceux ayant plus de 50 ans.

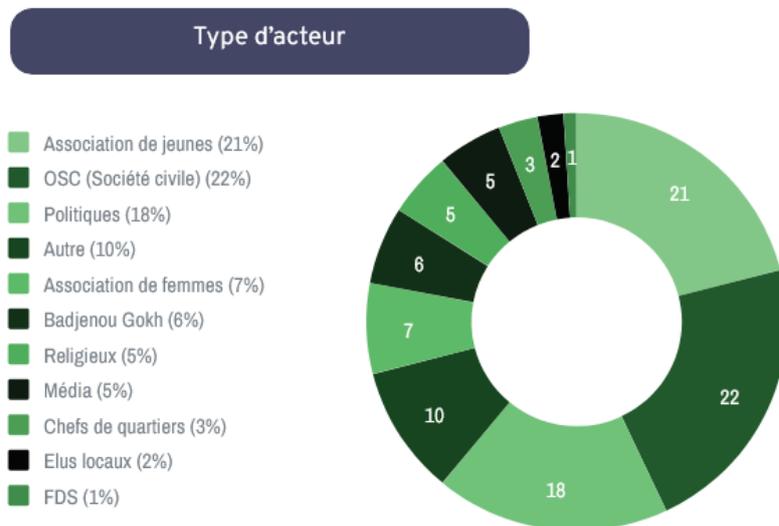
Par ailleurs, les objectifs du programme, du fait de leurs spécificités, encadrent la coordination dans le ciblage pour la qualité des échanges et surtout la diversité des idées. Enfin, le dialogue étant la conversation entre deux ou plusieurs personnes, l'équilibre du point de vue quantitatif dans le ciblage des acteurs impliqués dans ce dialogue est déterminant pour sa réussite. Sous ce rapport, on peut aisément mettre en exergue la pertinence du choix des participants et l'équilibre s'agissant des tranches d'âge entre les jeunes, les adultes et les plus âgés.

La participation aux sessions de dialogue communautaire sur une base sexu spécifique est présentée sur le graphique ci dessus. 68,2% des personnes impliquées dans les sessions de dialogue communautaire sont de sexe masculin, contre 31,8% qui sont de sexe féminin. Il convient de reconnaître que le ciblage des personnes à impliquer s'est effectué sur une base institutionnelle. Ainsi, les organisations avaient la latitude de désigner leurs représentants.

### Sexe



Même si le tiers des participants aux sessions de dialogue communautaire sont de sexe féminin, l'implication des femmes et des filles aux initiatives communautaires mérite d'être davantage relevé notamment au sein des organisations et institutions.



Dans le même ordre d'idées, les profils des acteurs impliqués lors des sessions de dialogue communautaires sont très diversifiés. Ainsi ont été impliqués les OSCs, les associations de femmes et de jeunes, les acteurs politiques, les élus locaux, le capital social (badjenou gokh et ndeyou daara), les acteurs religieux, les acteurs des médias, les forces de défense et de sécurité. Cette diversification des cibles est essentielle pour la réussite du programme qui vise à apaiser le climat social et réduire les tensions.

Ainsi, toutes ces catégories d'acteurs ont un rôle important à jouer dans l'apaisement du climat. L'approche holistique est ainsi privilégiée, chaque composante de l'approche occupant une place primordiale dans l'apaisement de la tension et le climat social.

## Analyse et interprétation des données

### Contribution des sessions de dialogue communautaire au climat électoral

95,7% des participants aux sessions de dialogue communautaire jugent que ces sessions ont contribué à apaiser le climat électoral.

### Initiatives développées suite aux dialogues communautaires

Il y a eu beaucoup d'initiatives communautaires à la suite des sessions de dialogue communautaires pour réduire les violences électorales au niveau local (82,6% des personnes enquêtées). Il convient de reconnaître que le rôle pivot du Sénégal dans l'édification de la paix et de la stabilité au sein d'une région en proie à diverses formes d'instabilités, suscité des inévitables à l'endroit des partenaires financiers, expliquant la diversité d'initiatives développées durant la même période par d'autres acteurs.

### Types d'initiatives entreprises

Dans une très grande proportion, les initiatives entreprises pour réduire la violence électorale ont été respectivement la sensibilisation (77%), le dialogue (32,5%), les prêches (16,7%), les actions de médiation (15,8%). La très forte proportion d'activités de sensibilisation s'explique par le fait que, parmi la gamme d'activités à développer, la sensibilisation ne nécessite pas de gros investissements financiers, dans un contexte d'urgence.

### Profils des initiateurs

Les principaux initiateurs à ces activités sont respectivement les associations de jeunes, les religieux, les organisations de la société civile, les acteurs politiques, le capital social constitué des badjenou gokh, les associations de femmes, les chefs de quartier, les acteurs des médias, les élus locaux et dans une infime partie forces de défense et de sécurité. Il semble intéressant de constater que les trois catégories d'acteurs qui ont une très grande capacité d'impacter la paix sociale ont été impliquées au premier plan dans les initiatives de pacification du climat social, pré électoral et électoral : les acteurs politiques, les jeunes et les acteurs religieux.

### Impact des initiatives post - dialogue communautaire

La presque totalité des personnes ayant participé aux sessions de dialogues communautaires estiment que ces initiatives développées par les acteurs susmentionnés ont eu un impact positif sur le climat de tension qui a prévalu durant les périodes pré-électorale et électorale. Nous pouvons, sous ce rapport, rappeler l'absence d'actes de violence dans les zones couvertes par le programme durant la période de campagne, le jour du scrutin et durant la phase post – électorale. Il serait hasardeux de l'imputer aux effets du programme, qui y a toutefois, probablement contribué.

### Nombre d'initiatives entreprises

Toutefois, parmi ces participants, ayant répondu à l'enquête, 69,8% affirment avoir lancé des initiatives à l'issue des dialogues communautaires. Il convient de préciser effectivement que lors du processus électoral, un très fort intérêt a été manifesté par une pluralité d'acteurs, avec une très forte mobilisation de plusieurs parties prenantes, à savoir les acteurs politiques, mais surtout la société civile et les acteurs des médias, avec le support de partenaires techniques et financiers.

### Typologie des initiatives entreprises

L'essentiel de ces initiatives fut axé sur :

- la sensibilisation (65,9%),
- ensuite le dialogue (18,7%),
- la médiation (10,2)
- et enfin les prêches (9,2%),

ce qui sous-entend que les religieux ainsi impliqués durant les sessions de dialogues ont été consultés lors des enquêtes. Par ailleurs, la grande part de sensibilisation dans les initiatives entreprises peut s'expliquer par le faible investissement financier nécessaire pour mener des activités de sensibilisation, par rapport à d'autres activités qui auraient besoin de moyens financiers importants.

### Causes d'absence d'initiatives

La non prise d'initiatives par les participants aux dialogues communautaires s'expliquent selon les participants à ces dialogues par :

- Un calendrier électoral très serré, ne donnant pas ainsi le temps de développer une quelconque initiative (36,9%)
- Le manque de moyens financiers (32,6%)
- L'absence de planification (26,1%)
- La mise en œuvre d'activités similaires au niveau des localités ciblées (23,9%)
- La non pertinence et l'absence d'une nécessité de mise en œuvre d'activités d'apaisement du climat social (9,8%)

### Pertinence des sessions de dialogue communautaire

La quasi totalité (99%) des participants aux sessions de dialogue communautaire les jugent pertinentes.

### Effets des dialogues communautaires

Ces sessions ont ainsi permis :

- une meilleure sensibilisation des acteurs (74%) ;
- une plus grande maîtrise des enjeux qui entourent la question électorale (71%) ;
- un réseautage positif entre acteurs (42%) ;
- et une meilleure maîtrise des instruments encadrant la problématique électorale (39%).

### Raison d'absence d'initiatives post dialogues communautaires

L'infime partie des acteurs ayant participé aux sessions de dialogue communautaire et estimant que ces dernières n'ont pas été pertinentes, le justifient par le peu d'impact des sessions sur leurs activités habituelles et par un contexte de mise en œuvre défavorable.

### Recommandations pour une meilleure prévention des conflits et un climat social plus apaisé

Selon les participants aux sessions de dialogue communautaire, pour une amélioration des initiatives de dialogue à l'avenir et pour lutter plus efficacement contre les violences pré électorales dans le futur, il faut :

- davantage de sensibilisation à l'intention des acteurs politiques (84,3%) ;
- plus d'activités dans les espaces dédiés aux jeunes (74,4%) ;
- plus de concertation et de coordination des acteurs impliqués dans le processus électoral (58,7%) ;
- davantage d'activités dans les lieux où sont véhiculés les messages à contenu religieux (51,8%) ;
- plus d'activités dans les médias (51,5%) ;
- plus de sensibilisation des FDS (42%).

### Besoin spécifiques des communautés et développement de mesures préventives

Selon les participants aux dialogues, s'agissant des besoins spécifiques pour la protection des communautés et la mise en place de mesures préventives au niveau communautaire, il faut :

- développer des programmes de formation (88,8%),
- mettre à disposition des moyens logistiques et financiers (72,5%),
- faire de l'accompagnement institutionnel aux organisations parties prenantes au processus politique (51,1%)
- et effectuer un réseautage (40,7%)

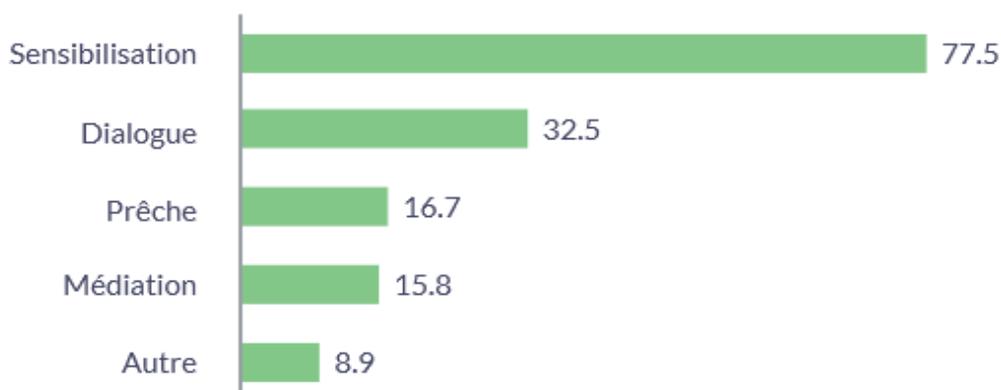
**Pensez-vous que les dialogues communautaires ont contribué à apaiser le contexte pré-électoral ?**



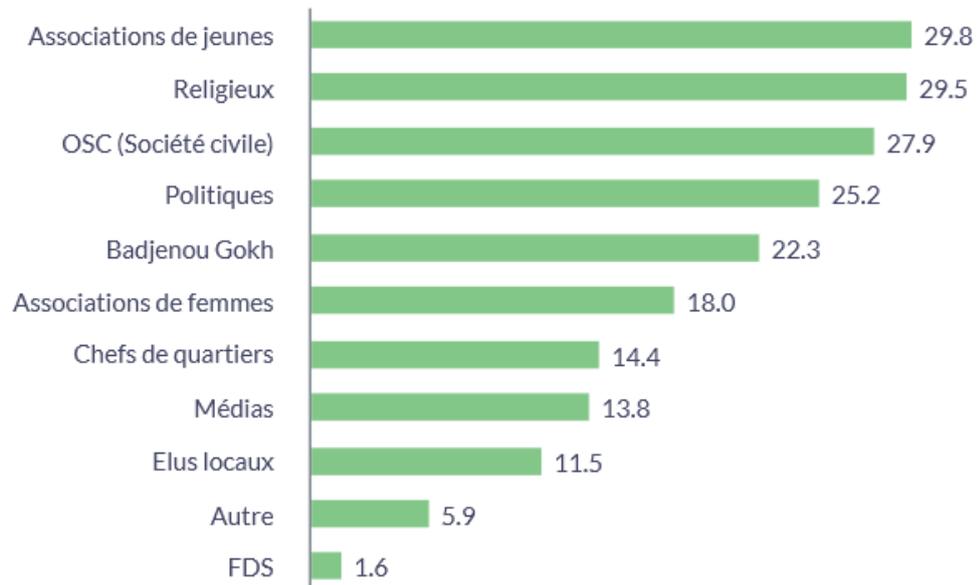
**Après les dialogues communautaires, y a-t-il eu plus d'initiatives communautaires pour réduire les violences dans votre localité ?**



**Quels genres d'initiatives ont été entrepris ?**



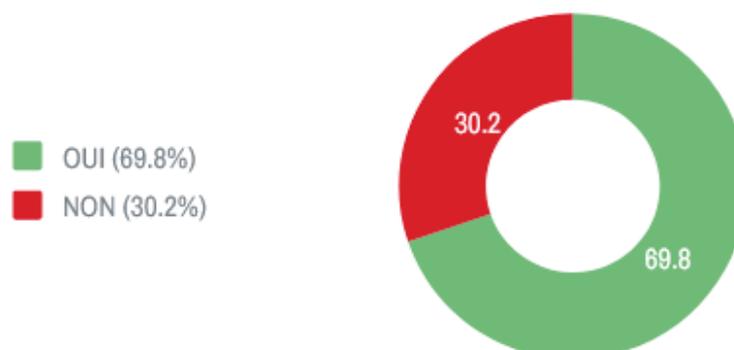
### Qui sont les initiateurs ?



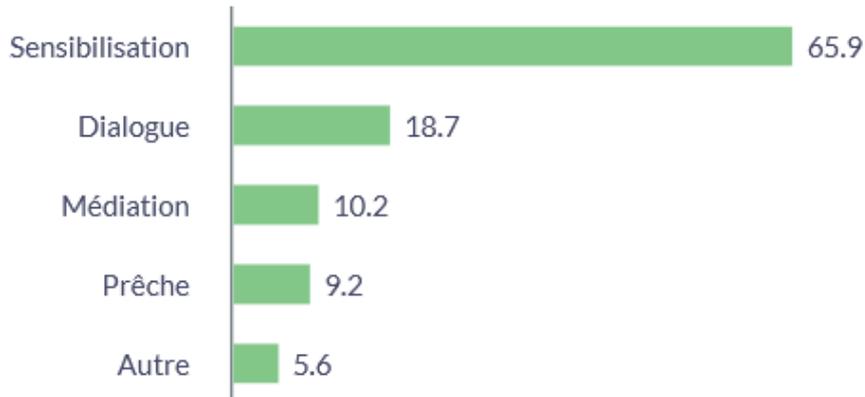
### Pensez-vous que ces initiatives ont eu un impact positif sur le climat de violence ?



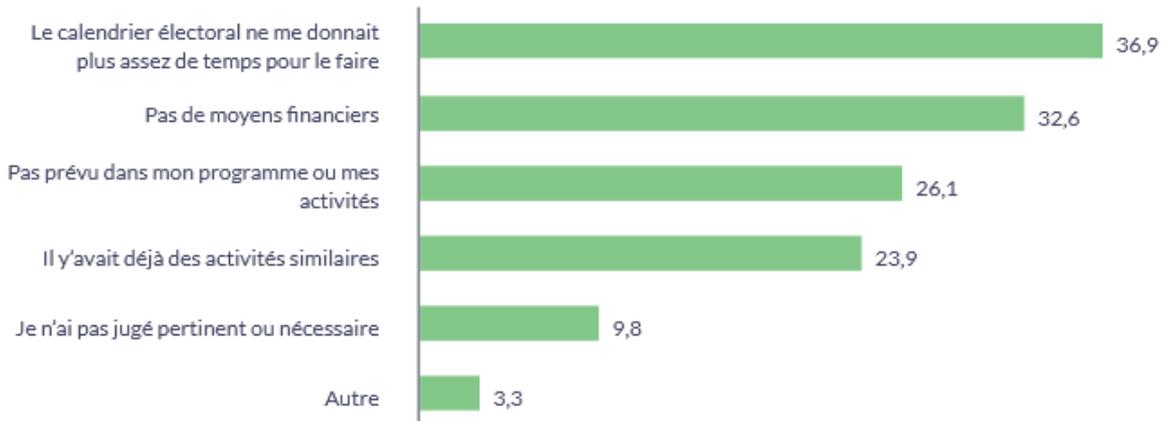
### Avez-vous vous-même lancé des initiatives à l'issue des dialogues communautaires ?



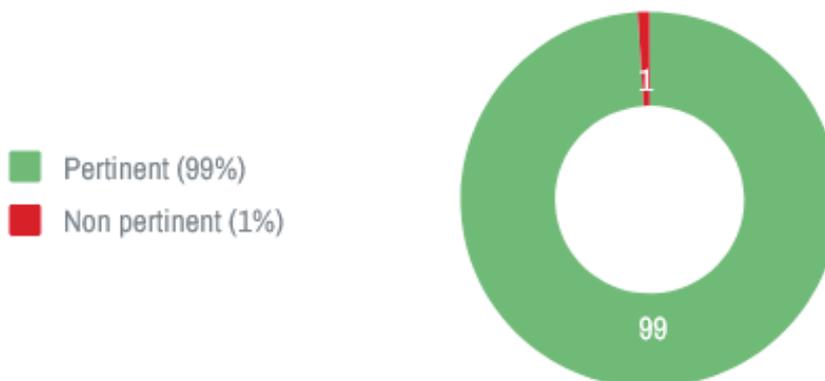
### Quels genres d'initiatives avez-vous entrepris ?



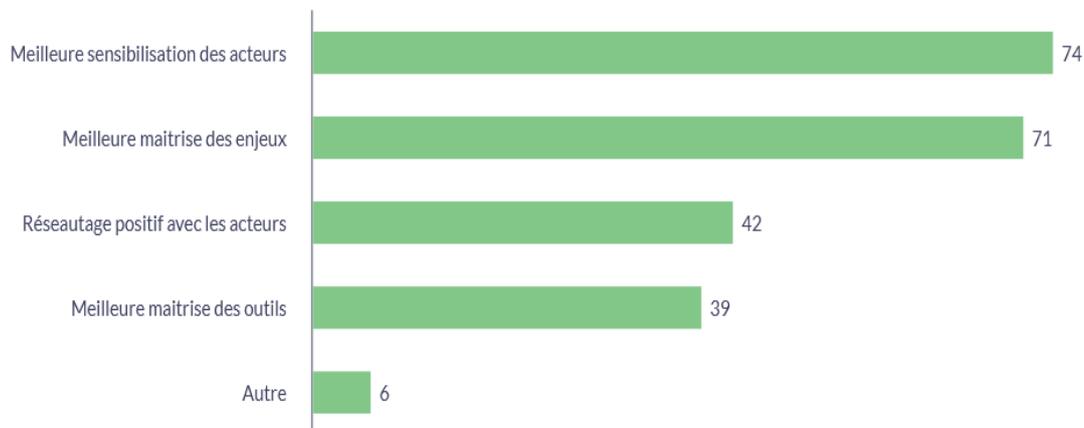
### Si vous n'avez pas entrepris d'initiatives, pourquoi ?



### Quelle appréciation faites-vous du dialogue communautaire organisé dans votre localité ?



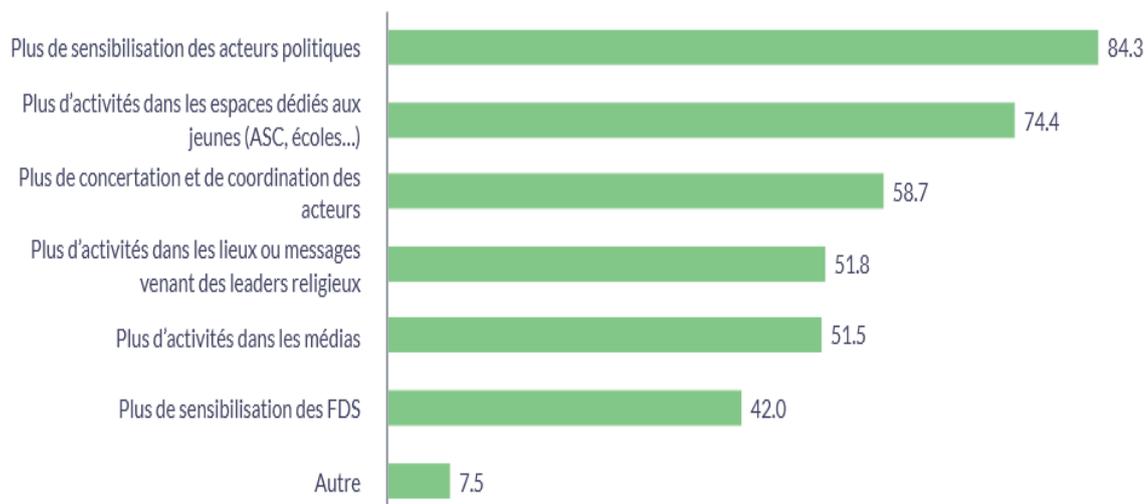
## Si OUI, en quoi était-ce pertinent ?



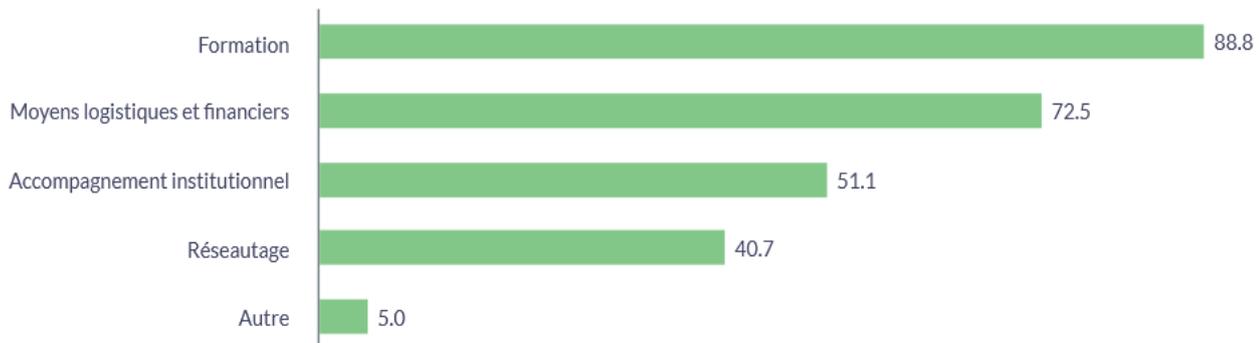
## Si NON, en quoi n'était-ce pas pertinent ?



## Perspectives pour améliorer les initiatives de dialogue et de lutte contre les violences pré-électorales dans votre localité ?



Besoins spécifiques concernant la protection des communautés et la mise en place de mesures préventives au niveau communautaire ?

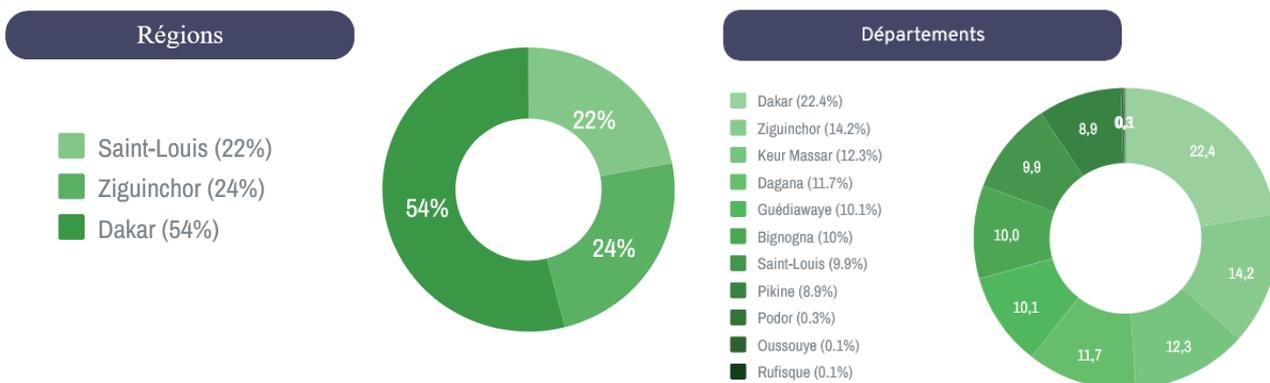


## Recommandations

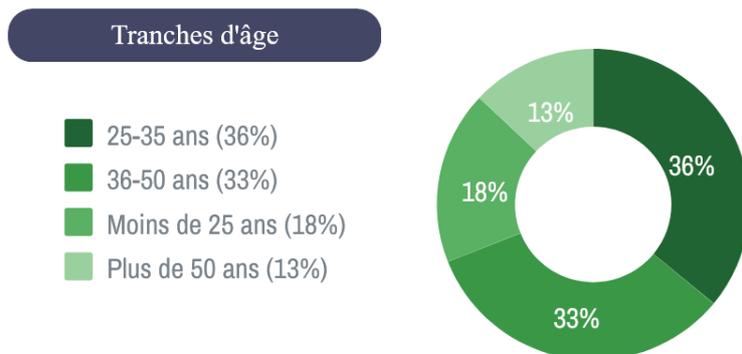
- Poursuivre le programme de cohésion sociale en élargissant le spectre à toutes les régions du Sénégal ;
- Étendre à l'avenir les périodes de mise en œuvre, bien en amont du processus électoral ;
- Prévoir, en perspective d'un impact davantage local, un appui financier aux organisations locales pour des activités à mettre en œuvre à l'avenir.

Tout compte fait, la présentation des données de l'enquête sur les effets des sessions de dialogue communautaire a permis, lors de l'atelier de capitalisation, de constater que ces dialogues communautaires initiés par WANEP-Sénégal avec le soutien du PNUD ont joué un rôle crucial dans la promotion de la cohésion sociale et la prévention des violences électorales. En effet, les participants ont exprimé leur satisfaction quant à l'impact des dialogues communautaires sur les violences électorales, notant une diminution des tensions et une meilleure compréhension des enjeux démocratiques. Ils ont apprécié le fait que ces rencontres aient permis de sensibiliser et d'informer les populations sur les conséquences des violences électorales, tout en encourageant le dialogue et la résolution pacifique des conflits. Ils ont encouragé la continuité de ces initiatives et ont souligné l'importance de les étendre à d'autres régions du pays.

## IV. PERSPECTIVE POST ÉLECTORALE POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET UN PROCESSUS POLITIQUE APAISÉ



L'enquête « post - mise en œuvre », en vue d'appréhender les perspectives post électorales a naturellement épousé les contours des zones de mise en œuvre du Programme : Dakar, Saint Louis et Ziguinchor.

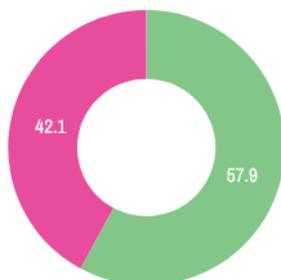


Les tranches d'âge des personnes enquêtées et donc impliquées lors des sessions de dialogue communautaire se répartissent comme l'indique le tableau ci-dessus. Ceci renseigne sur la qualité du ciblage effectué par le WANEP dans le cadre de la tenue des sessions de dialogue communautaire. En effet, en perspective d'une prévention de conflit, mais surtout pour reconstituer

le tissu social déchiré par les tensions entre 2021 et 2024, essentiellement portées par les jeunes, l'implication de ces derniers aux dialogues fut pertinente. En outre, il est très important de rappeler que cette donnée se justifie largement par les dernières données du Recensement général de l'habitat et de la population réalisé dans la période du 15 mai au 24 juin 2023 par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie qui chiffre à 75% la proportion occupée par les jeunes de moins de 35 ans au sein de la population sénégalaise.

Sexe

- Homme (57.9%)
- Femme (42.1%)



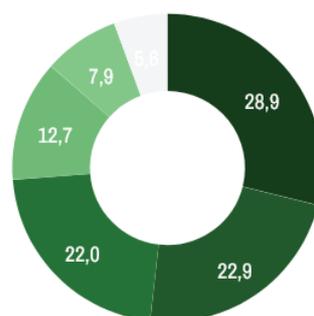
La répartition des participants par sexe aux dialogues communautaires présente une implication majoritaire d'hommes (57,9%) contre une proportion de 42,1% de femmes. La réalité du processus politique en général renseigne généralement sur une participation politique des femmes au Sénégal relativement acceptable, mais avec des défis à relever, malgré la loi n° 2010-11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue Homme-Femme applicable au niveau de toutes les institutions totalement ou partiellement électives. Il

convient toutefois de ne pas sous-estimer la proportion de 42,1% de participantes aux sessions de dialogue communautaires et qui, indubitablement, ont imprimé une sensibilité spécifique et exprimé les préoccupations spécifique au genre féminin.

Le graphique ci dessus indique la répartition des participants aux dialogues communautaires sur une base professionnelle. Hormis les 22,9% de participants employés dans le circuit informel et les 22% d'élèves et étudiants, le reste est soit au chômage, soit sans emploi, soit à la retraite ou intervenant dans le secteur informel. Ce qui induit une certaine vulnérabilité, une pauvreté et parfois une précarité, des déterminants ou des facteurs importants quant aux discordes, tensions et conflits potentiels, notamment dans la classe d'âge des plus jeunes.

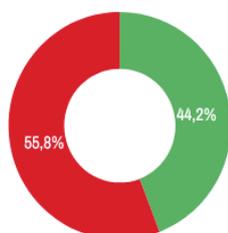
Situation professionnelle

- Travailleur indépendant (28.9%)
- Employé (22.9%)
- Elève/Étudiant (22%)
- Sans occupation (Ménagères, Retraités) (12.7%)
- Chômeur (7.9%)
- Autre (5.6%)

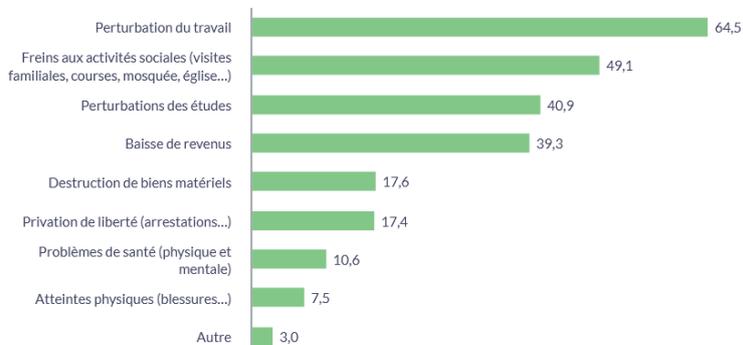


Impact négatif de la violence électorale et ses conséquences sur vous et votre foyer

- NON (44.2%)
- OUI (55.8%)



Impact négatif de la violence électorale et ses conséquences sur vous et votre foyer

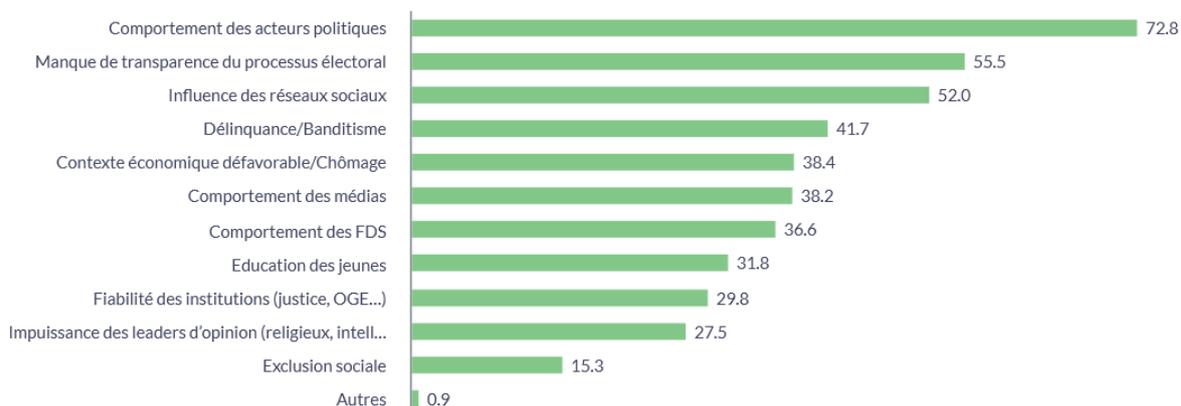


Le processus pré – électoral et électoral fut particulièrement marqué par des actes de violences ayant occasionné plusieurs décès du fait de désaccords majeurs relativement aux étapes du processus, aux procédures, au système de parrainage, etc. Les conséquences de ces désaccords,

en plus des morts occasionnées, ont frappé de plein fouet les autres secteurs. Ainsi, 55,8% des personnes consultées ont affirmé avoir été négativement impactées du point de vue sociale par ces actes de violence. Les impacts sont respectivement et par ordre d'importance :

- Perturbation du travail
- Frein aux activités sociales
- Perturbation des études
- Baisse des revenus
- Destruction de biens matériels
- Privation de liberté
- Problèmes de santé
- Atteintes physiques

#### Causes principales de la violence électorale au Sénégal



La complexité du processus politique transparait à travers les réponses servies par les participants aux sessions de dialogues communautaires durant le programme. Selon eux, les violences électorales sont causées d'abord par les comportements des acteurs politiques. L'hyper-politisation du champ politique, décrite par beaucoup d'observateurs est ainsi un déterminant à la violence. Il convient d'appréhender cette assertion avec plus de finesse si l'on sait que le Sénégal semble vivre des instants de crise s'agissant de l'engagement militant avec environ 380 partis politiques ; ce qui peut effectivement rejaillir sur l'omniprésence du débat politique dans l'espace public, amplifiée par les réseaux sociaux, cause principale également de cette violence selon les personnes enquêtées (52%) ainsi que les médias classiques qui sont jugés comme causes de la violence par 38,2% des personnes enquêtées.

Quelques facteurs de la violence électorale sont directement liés à la question électorale et les controverses qui l'entourent. Selon les personnes enquêtées, le manque de transparence du processus électoral (55,5%), l'absence de fiabilité des institutions (29,8%) restent des indicateurs assez intéressants à étudier, induisant ainsi un impératif de réflexion autour des réformes institutionnelles à impulser et l'amélioration de la transparence pour les futures échéances électorales.

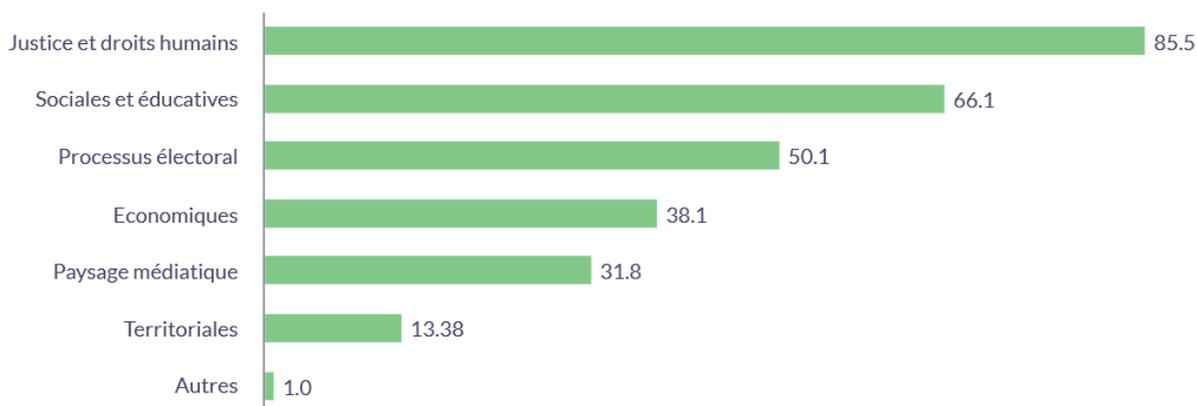
Certains déterminants de la violence électorale n'ont toutefois aucun lien avec la question électorale si l'on observe avec attention les données. En effet, il ressort des résultats produits que la délinquance, le banditisme (41,7%), le contexte économique défavorable et le chômage (38,4%),

le manque d'éducation des jeunes (31,8%), l'exclusion sociale (15,3%) sont quelques causes de la violence électorale. Ainsi donc, les réponses à ce fléau sont à chercher dans la lutte contre la pauvreté, contre l'inéquité et les inégalités sociales, contre l'accès inégale aux ressources par une certaine catégorie d'acteurs de la société et enfin contre la crise du système éducatif.

Il faut relever le rôle fortement attendu des leaders d'opinion (chefs religieux, coutumiers, acteurs culturels, sportifs, etc.) qui n'ont pas été perçus par les enquêtés comme ayant qualitativement participé à l'apaisement du climat social. Ceci pourrait s'expliquer par la violence des discours, les stigmatisations, les invectives portées dans le débat public et à travers les réseaux sociaux et qui ont semblé exclure du débat certains « porteurs de voix » ou décourager ces derniers à intervenir pour initier des actions de médiation et de facilitation de peur d'être eux – mêmes victimes de ces insultes et invectives.

Enfin, il convient de noter le rôle joué selon les enquêtés par les forces de sécurité qui sont perçues par 36,6% comme causant la violence électorale, d'où l'importance de développer des activités impliquant les forces de défense et de sécurité ou d'adresser des recommandations aux autorités en charge de la gestion de la sécurité et à la défense nationale.

#### Réformes politiques les plus nécessaires pour renforcer la cohésion sociale, la stabilité et la démocratie au Sénégal



À la suite du processus électoral avec ses péripéties, mettant à nu plusieurs points de vulnérabilité du processus politique Sénégalais, les participants enquêtés estiment qu'il faut procéder à des réformes.

Les propositions ainsi faites viennent conforter l'affirmation selon laquelle les instabilités électorales n'ont pas pour déterminant unique et principal la question électorale. En effet, selon les personnes consultées, s'agissant des perspectives post électorales et les réformes les plus pertinentes à entreprendre, il faut amorcer des réformes au niveau de la justice et sur les questions de droits humains à 85,5%. Ceci est probablement à lire à l'aune des dossiers judiciaires en cours, des emprisonnements de plusieurs manifestants qui sont libérés à la veille du scrutin présidentiel, de la judiciarisation du débat politique mais également des violations diverses des droits de l'Homme ces dernières années au Sénégal. Nous tenons à préciser que ces résultats n'ont été ni biaisés, ni influencés par les événements post électoraux car l'enquête fut menée avant l'initiative de Dialogue national sur la réforme du système judiciaire sénégalais initié par le président de la République à son accession au pouvoir. Ainsi donc, l'avis des personnes enquêtées converge parfaitement avec l'une des premières décisions du président de la République quant aux réformes à entreprendre sur le système judiciaire.

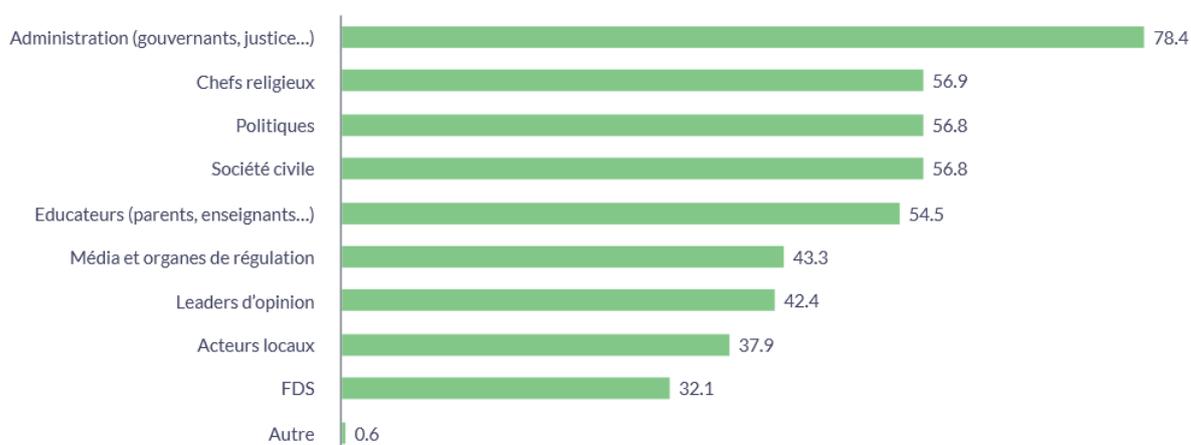
66,1 % des enquêtés estiment qu'il faut initier des réformes à dimension sociale et éducative. Le lien est probablement mis entre l'éducation et la stabilité découle des actes de violence essentiellement portés par les jeunes depuis 2021 et dont les causes sont, entre autres, le manque d'éducation. Rappelons que la forte proportion, la forte mobilisation des jeunes parmi les manifestants durant cette période peuvent donner une impression de crise du système éducatif.

Les réformes à amorcer concernant le système électoral sont jugées comme importantes par les enquêtées (50%), ce qui laisse entrevoir les liens forts existant entre la stabilité, la paix sociale et l'intégrité du système électoral sénégalais. Pour rappel, les nouvelles autorités élues ont affirmé leur décision à réformer le système électoral sénégalais, passant d'une Commission électorale nationale autonome à une Commission électorale nationale indépendante.

Les enquêtés estiment également qu'il faut :

- procéder à des réformes économiques (38,1%) : ceci est probablement à lier avec la morosité économique, la pauvreté, la hausse des prix des denrées et produits de première nécessité ;
- réformer le paysage médiatique (31,8%) ;
- réformer les politiques territoriales (13,38%).

#### Attentes par rapport aux acteurs pour des actions capables de renforcer la cohésion sociale



Les réponses des personnes enquêtées relativement à leurs attentes pour le renforcement de la cohésion sociale augurent des perspectives intéressantes. En effet, la confiance des citoyens intégrant différents profils semble être intacte vis - à - vis de l'administration. 78% des personnes estiment que l'administration est capable de renforcer la cohésion sociale.

Ensuite viennent les chefs religieux. La chefferie religieuse, surtout à travers les différentes confréries qui cohabitent au Sénégal, a eu à jouer un rôle non négligeable dans la stabilité et la cohésion sociale au Sénégal. Ces confréries traversent les régions et les communautés, prônent un islam modéré et ont su faire preuve d'ouverture et de collaboration avec le pouvoir temporel. Ainsi les attentes placées en cette chefferie semblent se justifier.

Les attentes des acteurs vis - à - vis de la société civile et des acteurs politiques sont dans les mêmes proportions (56,8%). Une lecture duale pourrait s'effectuer sous ce rapport. Les acteurs politiques, censés œuvrer exclusivement pour les communautés n'arrivent qu'en troisième position. Ceci pourrait être interprété comme un discrédit ou crise de l'action politique, une crise de la représentation et une complexité du rapport du citoyen sénégalais à l'acteur politique.

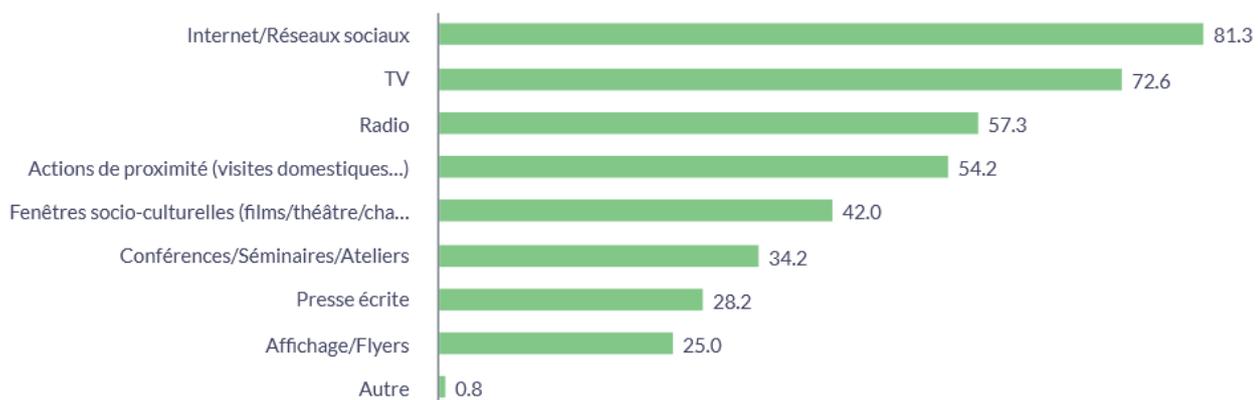
La société civile quant à elle semble avoir gagné en légitimité. Espace se structurant hors du champ de l'Etat mais venant en appont à ce dernier à travers des initiatives citoyennes, la société civile sénégalaise, dans le cadre des processus électoraux a su faire preuve de dynamisme, d'ingéniosité et de professionnalisme. Elle a également joué un rôle important en tant que vigie citoyenne mais également arbitre pour l'apaisement des processus électoraux, ceci depuis le milieu des années 90. Cette mobilisation et cet engagement citoyen notamment dans le cadre des processus électoraux sont allés crescendo, faisant ainsi de la société civile sénégalaise une actrice incontournable dans tout processus électoral au Sénégal, quel que soit le type de scrutin. Le défi reste sa pérennité, la qualité de ses engagements, son indépendance et sa capacité à développer des initiatives qui transcendent les séquences électorales et qui vont accompagner la mise en œuvre des politiques publiques. Enfin, le défi de la mobilisation des ressources et de la synergie reste également majeur.

Les autres secteurs sur lesquels les attentes demeurent également forte dans une perspective post-électorale sont :

- Le secteur éducatif
- Les médias et les organes de régulation
- Les leaders d'opinion
- Les acteurs locaux
- Les forces de défense et de sécurité

Ces réponses renseignent sur l'importance d'amorcer une approche systémique intégrant tous les acteurs, aucune initiative à très fort impact ne pouvant être développée de manière sectorielle et autarcique.

**Canaux de communication les plus efficaces pour mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et d'information de la lutte contre la violence électorale**



« La communication est une activité qui est devenue essentielle dans les démocraties modernes. Elle permet la transmission de l'information, définit les rapports entre gouvernants et gouvernés et occupe une place centrale dans la mise en œuvre des politiques publiques et l'acquisition ainsi que la construction de légitimités. La communication peut être envisagée comme l'ensemble des échanges d'idées et de représentations contribuant à la construction et la reproduction d'un monde social : l'essentiel est moins le message que le processus contribuant à faire exister les structures sociales », selon le lexique de science politique.

Les personnes enquêtées estiment que les canaux de communication les plus efficaces pour mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et d'information dans la lutte contre les violences électorales sont respectivement : internet et les réseaux sociaux, la télévision, la radio, les activités de proximité, les fenêtres socio culturelles, les conférences et séminaires, la presse écrite, les affiches et les flyers. Il serait donc pertinent de développer des actions en tenant en compte la hiérarchie des canaux de communication en fonction des attentes des cibles et bénéficiaires des actions futures à développer.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### Conclusion

Le Programme Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal a permis :

- De placer au cœur du débat public et citoyen la problématique de la cohésion sociale qui fut une particularité du Sénégal fort de plusieurs facteurs de cohésion : la religion, le fait confrérique, la mise en place des fondamentaux de l'État-Nation, etc.
- D'impliquer la chefferie religieuse dans un débat constructif en perspective de lutter efficacement contre les violences électorales. Il est intéressant de constater l'adhésion au programme de ce trio d'acteurs dont la centralité relativement à la pacification de l'espace public est essentielle au Sénégal. Rappelons que l'Islam soufi (confrérique) en cours au Sénégal, qui véhicule le rite malékite promeut la guerre sainte contre ses pulsions et des tentations, donc totalement en opposition à des actes de violence et de radicalisme. L'administration coloniale, l'État post colonial et l'élite politique ont toujours collaboré avec les confréries pour asseoir leur pouvoir et légitimer leurs politiques publiques. Ainsi donc, en les impliquant dans les dialogues communautaires, le Programme a pu engager une catégorie d'acteurs majeure dans le processus de pacification et de renforcer le tissu social fortement éprouvé.
- De discuter avec les forces de défense et de sécurité qui ont démontré une volonté de discuter autour des questions d'instabilité et de violence, malgré l'image de la grande muette, de la « bastille imprenable » que les forces de sécurité véhiculent. Rappelons que les personnes enquêtées estiment que les force de sécurité font partie des facteurs d'instabilité, donc les impliquer dans les débats en perspective de renforcer la cohésion sociale reste une décision pertinente
- D'impliquer les jeunes qui sont dans leur grande majorité, un facteur principal de violence au Sénégal ces dernières années. La proportion de plus de 70% de jeunes au sein de la population impose de développer des stratégies à leur endroit dans les discussions, mais surtout de transformer cela en opportunité et nullement en menace.
- D'engager les acteurs politiques dans les sessions de dialogue. L'espace politique sénégalais se caractérise pour son hyperpolitisation. En effet, le Sénégal compte plus de 380 partis politiques reconnus. Cette inflation de partis politiques renseigne sur la crise du militantisme mais également sur la nature conflictogène du débat avec des controverses et des polémiques portées par les acteurs politiques, ce qui impacte indubitablement la cohésion et la paix sociale.
- D'impliquer un pan très important de la population notamment les « marchands ambulants » et les conducteurs de moto taxis dit « jakartamen ». Le développement du secteur informel dans les économies africaines s'est manifesté depuis quelques années par l'intrusion de jeunes dans le commerce « improvisé », en dehors des canaux classiques de l'économie : les marchands ambulants. Les principales causes sont l'exode rural, le chômage, une urbanisation anarchique et non contrôlée, l'existence d'une économie souterraine, parallèle, le « laisser-faire » des autorités pour des raisons politiciennes. A ce phénomène s'ajoute un très récent, partageant les mêmes causes qui, en plus de l'accentuation de l'économie souterraine, à pour effet une insécurité globale : les conducteurs de moto taxis « jakarta » qui ont envahi les espaces tant urbains que ruraux et qui sont entre autres, cause d'insécurité routière. Ils viennent également enrichir cette insécurité routière par d'autres types d'insécurité : banditisme, vol à l'arrachée, conduite en état d'ébriété, etc.

Ainsi donc, leur implication aux sessions de dialogues communautaires reste un choix très pertinent car ouvrant des opportunités d'échange, de discussion et de recherche de solutions aux défis d'instauration d'une paix durable et d'une cohésion sociale au sein de la société sénégalaise.

## Recommandations

### Au WANEP

- Développer un programme de renforcement de capacités et de dialogue politique à l'intention des jeunes des partis politiques.

### Aux acteurs politiques

- Agir sur le politique (leaders politiques) en mettant en place des programmes d'accompagnement en renforcement de capacités des partis politiques dans le long terme pour un bon vivre ensemble et la stabilité du pays ;
- Réformer l'organe de gestion des élections en mettant des hommes neutres dans l'administration électorale.

### Aux leaders religieux

- Inviter les leaders religieux (imam, prêtre) de toutes les régions à une formation pour renforcer leur communication sur la paix et la cohésion sociale ;
- Mener plus d'activités dans les milieux religieux pour y véhiculer des messages de prévention de la violence en général.

### Aux médias

- Mener beaucoup plus d'activités d'éducation, d'information et de sensibilisation dans les espaces médiatiques en abordant les questions légales et surtout les sanctions encourues en cas de déviance.

### Au niveau communautaire

- Renforcer les capacités institutionnelles des organisations communautaires de base pour pouvoir capter des fonds et mener des programmes de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale ;
- Initier beaucoup plus d'activités dans les espaces de jeunes (association sportive et culturelle, école, secteur de l'éducation non formelle) pour la formation de citoyens modèles.
- Sensibiliser les écuries de lutte sur leur implication dans la pacification de l'espace public ;
- Investir le milieu universitaire, espace qui a été fortement impacté durant les tensions entre 2021 et 2024
- Pérenniser les dialogues communautaires avec toutes les parties prenantes en dehors de la période électorale notamment dans les conseils de quartier ;
- Renforcer les mécanismes communautaires et mettre en place des dispositifs locaux de promotion de la paix ;

- Renforcer les capacités des femmes en technique de communication, prise de parole en public, confiance en soi et sur leurs droits et devoirs pour rehausser le leadership féminin ;
- Mettre en place des stratégies et des plans d'action pour huiler les relations entre les forces de défense et de sécurité et les conducteurs de moto taxis « Jakarta » qui sont vecteurs d'insécurité et de violence sur tout le territoire.







**WANEP - SENEGAL**

Cité Damel, derrière le Stade Léopold Sédar SENGHOR,  
Lot N°20, Dakar

Tel : +221 33 855 02 16 / 77 551 14 20

Email : [wanep-senegal@wanep.org](mailto:wanep-senegal@wanep.org)

Web site : [www.wanepsenegal.org](http://www.wanepsenegal.org)